

Ordonnance
sur l'extension des mesures d'entraide
des interprofessions et des organisations de producteurs
(Ordonnance sur les interprofessions
et les organisations de producteurs, OIOP)

du 30 octobre 2002 (Etat le 1^{er} juillet 2011)

Le Conseil fédéral suisse,

vu les art. 9 et 177, al. 1, de la loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr)¹,
arrête:

Section 1 Mesures d'entraide

Art. 1

¹ Les mesures d'entraide des interprofessions et des organisations de producteurs peuvent être étendues dans les domaines suivants:

- a. la promotion de la qualité;
- b. les campagnes de promotion et de commercialisation de la production indigène;
- c. l'amélioration de la connaissance et de la transparence de la production et du marché;
- d. l'établissement de contrats-types et d'usages commerciaux conformes au droit fédéral;
- e. l'adaptation de la production et de l'offre aux exigences du marché;
- f. le financement de mesures relevant des domaines visés à l'al. 1, let. a à c et e.

² Les mesures relatives à l'adaptation de la production et de l'offre aux exigences du marché se limitent à des situations extraordinaires non liées à des problèmes d'ordre structurel, notamment:

- a. à la prévision et à la coordination de la production en fonction des débouchés;
- b. aux programmes d'amélioration de la qualité ayant pour conséquence directe une limitation des volumes ou des capacités de production;
- c. aux mesures d'allègement du marché.²

RO 2002 4327

¹ RS 910.1

² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 nov. 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2008 (RO 2007 6465).

³ Les mesures visées à l'al. 2, let. b et c, doivent être décidées par une interprofession, le cas échéant par une organisation de producteurs lorsqu'il n'existe pas d'interprofession.

⁴ Les produits vendus directement par le producteur au consommateur final pour son ménage ne sont pas soumis aux mesures d'entraide.

Section 2 Interprofessions et organisations de producteurs

Art. 2 Forme juridique

¹ Une interprofession doit être une association de personnes organisée corporativement et remplir les conditions de l'art. 8 LAgr pour demander l'extension de mesures d'entraide.

² Une organisation de producteurs doit être une association de producteurs ou de groupements de producteurs organisée corporativement pour demander l'extension de mesures d'entraide. Les groupements de producteurs sont constitués d'exploitants qui produisent le même produit ou groupe de produits.

Art. 3 Représentation du produit

Un produit ou un groupe de produits ne peut être représenté que par une seule interprofession ou une organisation de producteurs, à l'exception des produits portant une désignation selon les art. 14 à 16 et 63 LAgr qui peuvent aussi être représentés par une interprofession ou par une organisation spécifique de producteurs.

Art. 4 Représentativité des interprofessions

Une interprofession est réputée représentative si:

- a. ses membres produisent, transforment et, le cas échéant, commercialisent au moins la moitié des quantités du produit ou du groupe de produits mises sur le marché;
- b. la ou les organisations de producteurs comptent parmi leurs membres au moins 60 % des exploitants touchés par la mesure d'entraide faisant l'objet d'une demande d'extension;
- c. les régions produisant ou transformant le produit ou le groupe de produits sont représentées équitablement en son sein;
- d. les trois quarts au moins des représentants des producteurs, des transformateurs et, le cas échéant, des commerçants au sein de l'assemblée de l'interprofession exercent personnellement une activité dans la production, la transformation ou le commerce du produit ou du groupe de produits concerné;
- e. les représentants au sein de l'assemblée de l'interprofession sont nommés par l'assemblée de leur organisation ou par l'ensemble des membres à leur échelon.

Art. 5 Représentativité des organisations de producteurs

Une organisation de producteurs est réputée représentative si:

- a. ses membres produisent au moins la moitié des quantités du produit ou du groupe de produits mises sur le marché;
- b. elle compte parmi ses membres au moins 60 % des exploitants touchés par la mesure d'entraide faisant l'objet d'une demande d'extension;
- c. les régions produisant le produit ou le groupe de produits sont représentées équitablement en son sein;
- d. les trois quarts au moins des représentants des producteurs au sein de l'assemblée de l'organisation exercent personnellement une activité dans la production du produit ou du groupe de produits concerné;
- e. les représentants au sein de l'assemblée de l'organisation sont nommés par l'assemblée de leur groupement ou par l'ensemble des membres.

Art. 6 Gestion de l'offre

Si la demande d'extension porte sur des mesures visant à adapter la production ou l'offre aux exigences du marché, les statuts des groupements de producteurs ou, le cas échéant, ceux de l'interprofession pour les mesures prises à l'échelon de la transformation ou du commerce, doivent au moins contenir:

- a. des règles communes régissant la mise sur le marché des produits;
- b. l'obligation de donner les renseignements requis par le groupement ou l'organisation à des fins statistiques, notamment ceux qui concernent les superficies, les récoltes, les rendements et les ventes directes.

Art. 7 Procédure de décision

¹ Il appartient à l'assemblée des représentants de l'interprofession ou de l'organisation de producteurs d'accepter une mesure d'entraide et de demander au Conseil fédéral son extension.

² Une organisation de producteurs doit prendre les décisions à la majorité des deux tiers.

³ Une interprofession doit prendre les décisions à la majorité des deux tiers à l'échelon de la production, à celui de la transformation et, le cas échéant, à celui du commerce.

⁴ Lorsqu'une entreprise cumule deux tiers ou plus des droits de vote à son échelon, il est tenu compte des voix des autres votants du même échelon.

Section 3 Demandes

Art. 8 Principe et contenu

¹ Les interprofessions et les organisations de producteurs présentent leurs demandes à l'Office fédéral de l'agriculture (office).

² Les demandes comprennent:

- a. une description de la mesure d'entraide pour laquelle l'extension est demandée et de ses objectifs;
- b.³ un argumentaire détaillé concernant la nécessité de l'extension et l'intérêt public de la mesure. Lorsque les demandes concernent l'adaptation de la production et de l'offre aux exigences du marché, elles doivent montrer que l'évolution du marché présente un caractère extraordinaire non lié à des problèmes d'ordre structurel, ou indiquer les éléments sur lesquels l'organisation entend s'appuyer pour déterminer si une telle situation existe;
- c. les preuves que les critères des art. 4 à 6 sont remplis; sont notamment fournis les statuts de l'organisation et les données statistiques nécessaires, ainsi que le nom, la qualité et le domicile des représentants au sein de l'assemblée;
- d. le procès-verbal de l'assemblée des représentants, qui prouve que la mesure a été clairement exposée et acceptée à la majorité des deux tiers à chaque échelon et qui indique le résultat du vote concernant la demande d'extension;
- e. la description détaillée de la mise en oeuvre, du financement et du contrôle de la mesure, notamment la manière dont l'organisation entend tenir compte des quantités commercialisées en vente directe, non soumises à la mesure;
- f. le budget et la description précise de l'affectation des fonds, si l'extension porte sur le financement d'une mesure d'entraide selon l'art. 1, al. 1, let. f.

³ Les demandes d'extension concernant des mesures visant à promouvoir la qualité ou les ventes peuvent porter sur une durée maximale de quatre ans. Celles concernant des mesures visant à adapter la production et l'offre aux exigences du marché peuvent porter sur une durée maximale de deux ans. Les organisations de producteurs et les interprofessions peuvent demander au Conseil fédéral de reconduire une extension au terme d'une nouvelle évaluation.⁴

Art. 9 Publication des demandes

¹ L'office publie dans la Feuille officielle suisse du commerce les demandes d'extension des mesures d'entraide présentées par les interprofessions et les organisations de producteurs.

³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 nov. 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2008 (RO 2007 6465).

⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 14 nov. 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2008 (RO 2007 6465).

² Toute personne peut adresser ses commentaires à l'office dans les 30 jours suivant la publication.

Section 4 Mesures

Art. 10 Mesures applicables aux domaines qualité, promotion des ventes et adaptation de la production et de l'offre

Sont fixées dans l'annexe 1:

- a. les mesures destinées à la promotion de la qualité et des ventes ainsi qu'à l'adaptation de la production et de l'offre aux besoins du marché;
- b. la durée des mesures.

Art. 11 Contributions versées aux interprofessions et aux organisations de producteurs par des non-membres

¹ Sont fixées dans l'annexe 2:

- a.⁵ les contributions que les non-membres concernés par les mesures sont tenus de verser aux diverses interprofessions et organisations de producteurs;
- b. la durée de l'obligation des non-membres de verser des contributions;
- c. l'utilisation des moyens financiers.

² Si une interprofession ou une organisation de producteurs baisse le montant des contributions de ses membres durant la durée de validité de l'obligation de cotisation des non-membres, les cotisations des non-membres sont réduites en conséquence. L'organisation informe le Département fédéral de l'économie des modifications de contribution. Le Département fédéral de l'économie adapte l'annexe en conséquence.⁶

³ Elles ne doivent en aucun cas être affectées au financement de mesures dont les bénéficiaires sont réservés aux membres des interprofessions et des organisations de producteurs.

⁴ Les interprofessions et les organisations de producteurs tiennent un compte séparé dont le contrôle est confié à un organe de révision indépendant.

Art. 12 Exécution des mesures

¹ Les interprofessions et les organisations de producteurs contrôlent l'exécution des mesures.

² Elles facturent les contributions aux non-membres.

⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2006 (RO 2005 5581).

⁶ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2006 (RO 2005 5581).

³ Des entreprises ou des organisations peuvent collaborer à l'exécution.

⁴ Les interprofessions et les organisations de producteurs ordonnent par voie de décision l'exécution des mesures lorsque les intéressés ne les exécutent pas ou qu'ils demandent une décision concernant leurs contributions.

⁵ Les mesures administratives qui peuvent être ordonnées par les interprofessions et les organisations sont fixées dans les annexes.

Art. 13 Obligation de rendre compte

Les interprofessions et les organisations de producteurs dont les mesures d'entraide bénéficient d'une extension doivent présenter chaque année au Département fédéral de l'économie un rapport concernant la réalisation et l'effet des mesures.

Art. 14 Transmission des données

¹ Les services mentionnés dans les annexes transmettent sur demande aux interprofessions et aux organisations de producteurs les données nécessaires à l'exécution des mesures. Ils peuvent facturer leurs frais.

² Les données ne peuvent être utilisées que pour les mesures prévues dans les annexes.

Section 5 Dispositions finales

Art. 15 Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance du 7 décembre 1998 sur les interprofessions et les organisations de producteurs⁷ est abrogée.

Art. 16 Dispositions transitoires

Le nouveau droit s'applique aux demandes pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Art. 17 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

⁷ [RO 1999 459, 2000 2239, 2001 3574, 2002 3577]

Annexe 1⁸
(art. 10)

A. Interprofession du Gruyère

1. Marquage

Lors de la fabrication, chaque meule de fromage doit être munie d'un marquage sur son pourtour (talon) comprenant au minimum le numéro d'agrément du site de fabrication ainsi que les termes Gruyère ou Gruyère d'alpage.

2. Système de sanctions

2.1. Les fabricants de Gruyère qui ne sont pas affiliés à l'Interprofession du Gruyère et ne remplissent pas les exigences du cahier des charges de l'AOC-Gruyère en ce qui concerne la teneur en eau ou en matière grasse ou la taxation doivent s'acquitter des montants mentionnés dans la grille ci-dessous.

	fr./100 kg
Teneur moyenne en eau des lots supérieure au maximum (en g/kg fromage)	
370 g/kg–374 g/kg	25.–
375 g/kg–379 g/kg	40.–
+379 g/kg	70.–
Teneur moyenne en matière grasse des lots en dehors de la limite	
450 g/kg–464 g/kg	60.–
465 g/kg–479 g/kg	40.–
480 g/kg–489 g/kg	20.–
Taxation	
17,5 points	50.–
17,0 points	100.–
16,5 points	150.–

2.2. L'Interprofession du Gruyère est chargée d'encaisser les montants.

2.3. Les montants sont versés à la Confédération après déduction des frais d'encaissement.

3. Informations concernant les autres fromages fabriqués dans les fromageries produisant du Gruyère

En cas de procédure juridique, les fabricants de Gruyère communiquent sur demande à l'Interprofession du Gruyère les quantités d'autres fromages fabriqués, le nom de l'acheteur et la dénomination sous laquelle le produit est vendu.

⁸ Mise à jour selon le ch. I de l'O du 26 nov. 2003 (RO 2003 4983), le ch. II al. 1 de l'O du 23 nov. 2005 (RO 2005 5581), le ch. I des O du 14 nov. 2007 (RO 2007 6465) et du 17 fév. 2010, en vigueur depuis le 1^{er} mars. 2010 (RO 2010 677).

4. Transmission de données

4.1. La TSM Fiduciaire Sàrl (TSM) transmet sur demande à l'Interprofession du Gruyère les données suivantes par fabricant produisant du Gruyère ou «d'autres fromages à pâte dure, gras» (let. d), selon la liste des produits du Service administratif chargé des aides dans le secteur laitier (SAAL):

- a. les adresses des fabricants et, le cas échéant, celles des affineurs;
- b. les quantités de Gruyère fabriquées (poids du fromage en blanc) et le nombre de meules;
- c. la quantité de lait transformée en Gruyère;
- d. la quantité «d'autres fromages à pâte dure, gras», d'un poids de meule compris entre 15 et 62 kilos (poids du fromage en blanc) et le nombre de meules;
- e. la quantité de lait transformée en «autres fromages à pâte dure, gras», d'un poids de meule compris entre 15 et 62 kilos.

4.2. L'Interprofession du Gruyère peut transmettre aux services régionaux de conseil en matière d'économie laitière ainsi qu'à Agroscope Liebefeld Posieux (ALP) les données nécessaires et les résultats d'analyses.

5. Durée de validité

Les mesures sont applicables jusqu'au 31 décembre 2011.

B. Interprofession du lait

1. Champ d'application

Les présentes dispositions s'appliquent aux:

- a. transformateurs de lait de centrale qui achètent au moins 5 millions de kilos de lait issu d'une production conventionnelle (lait non biologique) avec affouragement d'ensilage, du lait de régulation provenant des fromageries ou du lait biologique en excédent mis en valeur comme lait conventionnel, pour le transformer en produits laitiers;
- b. organisations de producteurs, organisations de producteurs-utilisateur, fromageries, marchands de lait et producteurs de lait qui vendent du lait aux transformateurs de lait de centrale visés à la let. a (fournisseurs de lait).

2. Principe

Les transformateurs de lait de centrale non affiliés à l'Interprofession du lait (IP Lait) et leurs fournisseurs de lait non affiliés à l'IP Lait doivent observer la gestion quantitative de l'IP Lait édictée pour le lait de centrale.

3. Définitions

Quantité de lait contractuel: la quantité de lait contractuel est la quantité de lait qui peut être fixée par un contrat entre un transformateur de lait de centrale et ses fournisseurs de lait, et qui répond aux exigences visées au ch. 4.

Lait de bourse: lait qui ne peut pas être commercialisée comme lait contractuel au sens du ch. 4.

Indice des quantités de lait contractuel: l'indice des quantités de lait contractuel est une valeur de référence fixée par l'IP Lait, l'indice 100 équivalant à la quantité de lait contractuel 2009.

Quantité additionnelle: la quantité additionnelle est la quantité de lait commercialisé au cours de l'année laitière 2008/09 (du 1^{er} mai 2008 au 30 avril 2009) diminuée de la quantité de base de l'année laitière 2008/09 et des contingents supplémentaires attribués pour l'année laitière 2008/09.

4. Echelon «lait contractuel»

4.1 Le contrat conclu entre le transformateur de lait de centrale et ses fournisseurs de lait doit comprendre un accord sur la quantité de lait contractuel et sur les prix.

4.2 La quantité de lait contractuel doit être fixée pour une année civile.

4.3 L'IP Lait gère la quantité de lait en adaptant l'indice des quantités de lait contractuel. Les transformateurs de lait de centrale et leurs fournisseurs doivent adapter leur quantité de lait contractuel en fonction de l'indice des quantités de lait contractuel fixé trimestriellement par l'IP Lait. Toute réduction de l'indice est répercutée à 80 % (en kg de lait) sur la quantité additionnelle incluse dans la quantité de lait contractuel et à 20 % (en kg de lait) sur le reste de la quantité de lait contractuel.

4.4 Le transformateur de lait de centrale peut, avec l'accord de tous ses fournisseurs, déroger aux dispositions du ch. 4.3. L'adaptation de la quantité de lait contractuel décidée par l'IP Lait doit être respectée dans tous les cas.

5. Echelon «lait de bourse»

5.1 Le lait qui ne peut pas être écoulé à l'échelon «lait contractuel» doit être commercialisé en passant par la bourse du lait (plate-forme commerciale).

5.2 Les transformateurs de lait de centrale et leurs fournisseurs doivent commercialiser le lait de bourse sur la plate-forme commerciale gérée par l'IP Lait, en respectant le règlement de bourse de l'IP Lait du 27 novembre 2009⁹.

5.3 Les transformateurs de lait de centrale peuvent directement acheter le lait de bourse aux organisations de producteurs-utilisateur, aux fromageries, aux producteurs de lait, aux fournisseurs de lait bio destiné à une utilisation conventionnelle, ainsi qu'aux autres transformateurs de lait de centrale, à condition qu'ils paient le prix moyen fixé par la plate-forme commerciale durant la semaine de livraison du lait. Si ce prix moyen fait défaut, c'est le dernier prix moyen fixé par la plate-forme qui doit être payé.

⁹ Le règlement de bourse peut être consulté sous: www.milchclick.ch

6. Taxe pour le lait de bourse vendu au-dessous du prix seuil

6.1 Les transformateurs de lait de centrale doivent verser une taxe de 20 centimes/kg de lait pour le lait commercialisé au-dessous du prix seuil fixé par l'IP Lait.

6.2 Le prix seuil est fixé par l'IP Lait selon le règlement de bourse de l'IP Lait du 27 novembre 2009.

6.3 Les montants sont versés en faveur de la Confédération, après déduction des frais d'encaissement.

7. Annonces obligatoires

7.1 Les transformateurs de lait de centrale et leurs fournisseurs doivent annoncer à la TSM:

- a. le 1^{er} mars au plus tard, la quantité de lait contractuel pour l'année civile en cours ainsi que la durée du contrat;
- b. dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur d'une modification de l'indice des quantités de lait contractuel, les adaptations de la quantité de lait contractuel;
- c. chaque mois ou dans les deux mois suivant la fin d'un trimestre, les achats et ventes de lait contractuel effectivement réalisés par les parties contractantes;
- d. chaque mois ou dans les deux mois suivant la fin d'un trimestre, les achats et ventes de lait de bourse effectivement réalisés;
- e. chaque mois ou dans les deux mois suivant la fin d'un trimestre, les achats et ventes effectivement réalisés au-dessous du prix seuil fixé par l'IP Lait.

7.2 Les producteurs de lait ne sont pas soumis aux annonces obligatoires visées au ch. 7.1.

7.3 La TSM rend accessible à l'IP Lait les quantités de lait contractuel ainsi que les achats et ventes de lait contractuel et de lait de bourse effectivement réalisés, sous une forme ne permettant pas d'en déduire des informations concernant des entreprises ou des organisations particulières.

7.4 La TSM peut accorder à une commission d'arbitrage de l'IP Lait, indépendante de celle-ci et tenue au devoir de confidentialité, l'accès aux données relatives à des entreprises ou organisations de non-membres; ladite commission est constituée de personnes qui ne sont pas actives sur le marché du lait.

8. Catalogue des sanctions

8.1 Seule la quantité de lait qui déroge aux dispositions est prise en compte pour la sanction.

8.2 Les transformateurs de lait de centrale et leurs fournisseurs qui ne remplissent pas les exigences portant sur les contrats visées aux ch. 4.1 et 4.2 sont invités par écrit à régulariser la situation dans un délai de 30 jours et à payer un montant de 500 francs. Passé ce délai, le lait est considéré comme du lait de bourse.

8.3 Les transformateurs de lait de centrale et leurs fournisseurs qui ne respectent pas les adaptations des quantités de lait contractuel visées aux ch. 4.3 et 4.4 doivent chacun payer un montant de 10 centimes/kg de lait. La première infraction aux dispositions entraîne un avertissement consigné par écrit.

8.4 Les transformateurs de lait de centrale et leurs fournisseurs qui ne respectent pas les dispositions concernant le lait de bourse visées au ch. 5 doivent chacun payer un montant de 10 centimes/kg de lait. La première infraction contre les dispositions entraîne un avertissement consigné par écrit.

8.5 Les transformateurs de lait de centrale et leurs fournisseurs qui ne se conforment pas à l'obligation d'annoncer visée au ch. 7 sont, pour chaque annonce omise, joints par voie d'avertissement écrit à régulariser la situation dans les délais ci-après et à payer les montants ci-après:

- a. premier avertissement avec un délai de 30 jours: 200 francs;
- b. deuxième avertissement avec un délai de 20 jours: 500 francs;
- c. troisième avertissement avec un délai de 10 jours: 20 000 francs.

8.6 Les sanctions sont prises par l'IP Lait.

8.7 Les montants sont versés à la Confédération, après déduction des frais d'encaissement.

9. Transmission des données

L'office transmet sur demande les données suivantes à l'IP Lait:

- a. la quantité de base, la quantité de contingent supplémentaire et la quantité supplémentaire pour l'année laitière 2008/09 par organisation de producteurs et par organisation de producteurs-utilisateur;
- b. la quantité de lait commercialisée pendant l'année laitière 2008/09 par organisation de producteurs et par organisation de producteurs-utilisateur.

10. Durée de validité

L'obligation de participer à la gestion des quantités est applicable jusqu'au 31 décembre 2010.

A. Organisation de producteurs Producteurs Suisses de Lait

1. Montant des contributions

Les non-membres doivent verser les contributions suivantes à la Fédération des Producteurs Suisses de Lait (PSL), en tant qu'organisation de producteurs au sens de l'art. 2, al. 2:

- a. 1 centime/kg de lait commercialisé pour les mesures visées au ch. 2.1;
- b. 0,725 centime/kg de lait commercialisé pour les mesures visées au ch. 2.6.

2. Utilisation des contributions

2.1 La contribution versée conformément au ch. 1, let. a, doit être utilisée pour les mesures temporaires suivantes:

- a. l'intervention en cas de demande de trafic de perfectionnement;
- b. l'intervention pour la promotion des ventes de beurre destiné à une utilisation artisanale ou industrielle en Suisse;
- c. l'intervention pour la vente de crème destinée à la fabrication de glaces comestibles;
- d. l'intervention en faveur d'exportations de crème.

Les moyens non dépensés à la fin de l'année peuvent être utilisés l'année suivante pour les mêmes mesures.

2.2 L'organisation des artisans fromagers (Fromarte), l'Association de l'industrie laitière suisse (AIL), l'Organisation sectorielle pour le beurre (OSB) et l'Association Lait suisse (ALS) sont consultées avant l'application des mesures visées au ch. 2.1. La consultation porte sur la nécessité de l'intervention, le type de mesures et leur durée, ainsi que sur les fonds engagés.

2.3 La PSL informe immédiatement les organisations consultées et l'office des mesures décidées et de leur durée et, après leur mise en oeuvre, du montant engagé par mesure (quantité × taux = montant).

2.4 Un appel d'offres doit être organisé pour les mesures visées au ch. 2.1, lorsque cela est possible sur le plan technique.

2.5 Les moyens engagés par entreprise doivent être indiqués, à l'attention de l'administration, dans le rapport annuel visé à l'art. 13.

¹⁰ Nouvelle teneur selon le ch. II al. 2 de l'O du 23 nov. 2005 (RO 2005 5581). Mise à jour selon le ch. I de l'O du 12 sept. 2007 (RO 2007 4665), le ch. II de l'O du 14 nov. 2007 (RO 2007 6465), le ch. I des O du 25 fév. 2009 (RO 2009 883), du 18 nov. 2009 (RO 2009 5883), du 17 fév. 2010 (RO 2010 677) et du 25 mai 2011, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2011 (RO 2011 2417).

2.6 La contribution versée conformément au ch. 1, let. b, doit être utilisée pour les mesures d'entraide internationales, nationales ou régionales suivantes visant à promouvoir les ventes en Suisse et à l'étranger indépendamment de la marque:

- a. la recherche marketing;
- b. la publicité de base générique;
- c. les mesures génériques de promotion des ventes;
- d. les relations publiques concernant la valeur nutritionnelle, la fraîcheur et la qualité du lait et des produits laitiers;
- e. les mesures portant sur plusieurs branches prises en collaboration avec AMS Agro-Marketing Suisse;
- f. les mesures marketing de Switzerland Cheese Marketing (SCM) au profit des fromages suisses.

3. Transmission de données

Les services administratifs chargés du contingentement laitier et la TSM transmettent sur demande à la PSL les données suivantes:

- a. les adresses des utilisateurs de lait et des vendeurs sans intermédiaire;
- b. la quantité de lait vendue aux utilisateurs par les producteurs.

4. Durée de validité

L'obligation des non-membres de payer des contributions s'applique:

- a. pour la contribution au sens du ch. 1, let. a, jusqu'au 31 décembre 2009;
- b. pour la contribution au sens du ch. 1, let. b, jusqu'au 31 décembre 2011.

B. Organisation de producteurs Union suisse des paysans

1. Montant des contributions

Les non-membres doivent verser les contributions suivantes à l'Union suisse des paysans (USP), en tant qu'organisation de producteurs au sens de l'art. 2, al. 2:

- a. 9 centimes par animal né de l'espèce bovine;
- b. 2,5 centimes par animal né de l'espèce porcine;
- c. 2 centimes par animal né de l'espèce ovine;
- d. 1 centime par animal né de l'espèce caprine.

2. Utilisation des contributions

Les contributions versées conformément au ch. 1 doivent être utilisées pour des mesures de communication liées au marketing de l'agriculture suisse conformément à l'art. 1 de l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur l'aide à la promotion des ventes de produits agricoles¹¹.

3. Transmission de données

L'office transmet sur demande à l'USP les adresses des détenteurs de bétail et les données concernant leurs cheptels.

4. Durée de validité

L'obligation des non-membres de payer des contributions s'applique jusqu'au 31 décembre 2011.

C. Organisation de producteurs GalloSuisse

1. Montant des contributions

1.1. Les non-membres doivent verser les contributions suivantes à GalloSuisse en tant qu'organisation de producteurs au sens de l'art. 2, al. 2:

- a. 30 centimes par animal auprès des acheteurs de poussins femelles ou de poulettes;
- b. 12 centimes par œuf auprès des acheteurs d'œufs à couvrir.

1.2. Seuls les acheteurs gardant au moins 500 animaux d'élevage destinés à la ponte (production d'œufs) ou 500 poules pondeuses sont assujettis à l'obligation de payer des contributions.

2. Utilisation des contributions

Les contributions versées conformément au ch. 1 doivent être utilisées pour des mesures de communication liées au marketing pour les œufs conformément à l'art. 1 de l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur l'aide à la promotion des ventes de produits agricoles.

3. Transmission de données

L'office transmet sur demande à GalloSuisse les données suivantes:

- a. les adresses des producteurs suisses détenant plus de 500 animaux d'élevage destinés à la ponte ou 500 poules pondeuses et le nombre des animaux effectivement détenus;
- b. les adresses des importateurs d'œufs à couvrir, de poussins et de poulettes ainsi que les quantités importées.

¹¹ [RO 1998 3205, 2000 187 art. 22 al. 1 ch. 23, 2002 4311, 2003 5415. RO 2006 2695 art. 19]. Voir actuellement l'O du 9 juin 2006 sur la promotion des ventes de produits agricoles (RS 916.010).

4. Durée de validité

L'obligation des non-membres de payer des contributions s'applique jusqu'au 31 décembre 2011.

D. Interprofession Emmentaler Switzerland

1. Montant des contributions

1.1. Les fabricants non-membres (fromagers) doivent verser à l'Emmentaler Switzerland (ES), en tant qu'interprofession au sens de l'art. 2, al. 1, une contribution de 55 centimes/kg d'Emmentaler fabriqué.

1.2. Lorsque la contribution est calculée sur la base de la quantité de lait transformée en Emmentaler, le facteur de conversion entre le poids mûr et le lait utilisé doit être de 8,15.

2. Utilisation des contributions

La contribution versée conformément au ch. 1 doit être utilisée pour les mesures suivantes:

- a. la publicité;
- b. les relations publiques;
- c. les foires et expositions.

3. Transmission de données

La TSM transmet sur demande à ES les données suivantes par fabricant produisant de l'Emmentaler ou «d'autres fromages à pâte dure, gras» (let. d), selon la liste des produits SAAL:

- a. les adresses des fabricants et, le cas échéant, celles des affineurs;
- b. les quantités d'Emmentaler fabriquées (poids du fromage en blanc) et le nombre de meules;
- c. la quantité de lait transformée en Emmentaler;
- d. les quantités fabriquées «d'autres fromages à pâte dure, gras», d'un poids de meule supérieur à 70 kg (poids du fromage en blanc), et le nombre de meules;
- e. la quantité de lait transformée en «autres fromages à pâte dure, gras», d'un poids de meule supérieur à 70 kilos;
- f. les quantités fabriquées de «fromages à pâte dure pour la fonte, gras», d'un poids de meule supérieur à 70 kilos (poids du fromage en blanc), et le nombre de meules;
- g. la quantité de lait transformée en «fromages à pâte dure pour la fonte, gras», d'un poids de meule supérieur à 70 kilos.

4. Durée de validité

L'obligation des non-membres de payer des contributions s'applique jusqu'au 31 décembre 2011.

E. Interprofession du Vacherin Fribourgeois

1. Contributions financières visant à soutenir les mesures d'entraide

1.1. Les fabricants non-membres (fromagers) doivent verser à l'Interprofession du Vacherin Fribourgeois, en tant qu'interprofession au sens de l'art. 2, al. 1, une contribution de 80 centimes/kg de Vacherin Fribourgeois fabriqué

1.2. Lorsque la contribution est calculée sur la base de la quantité de lait transformée en Vacherin fribourgeois, le facteur de conversion entre le poids mûr et le lait utilisé doit être de 11,026.

2. Mesure d'entraide

La contribution versée conformément au ch. 1 doit être utilisée pour les mesures suivantes:

- a. la publicité;
- b. les relations publiques;
- c. les foires et expositions.

3. Transmission de données

La TSM transmet sur demande à l'Interprofession du Vacherin fribourgeois les données suivantes par fabricant produisant du Vacherin fribourgeois ou «d'autres fromages à pâte mi-dure, gras» (let. d), selon la liste des produits SAAL:

- a. les adresses des fabricants et, le cas échéant, celles des affineurs;
- b. les quantités de Vacherin fribourgeois fabriquées (poids du fromage en blanc) et le nombre de meules;
- c. la quantité de lait transformée en Vacherin fribourgeois;
- d. les quantités fabriquées «d'autres fromages à pâte mi-dure, gras», d'un poids de meule compris entre 5 et 12 kilos (poids du fromage en blanc), et le nombre de meules;
- e. la quantité de lait transformée en «autres fromages à pâte mi-dure, gras», d'un poids de meule compris entre 5 et 12 kilos.

4. Durée de validité

L'obligation des non-membres de payer des contributions s'applique jusqu'au 31 décembre 2011.

F. ...

G. Organisation de producteurs Producteurs suisses de bétail bovin PSBB

1. Montant de la contribution

Les non-membres versent, pour chaque animal de l'espèce bovine détenu, une contribution de 1.50 fr. pour l'année 2011 à la Fédération des producteurs suisses de bétail bovin (PSBB), en tant qu'organisation de producteurs au sens de l'art. 2, al. 2. Est déterminant le nombre moyen d'animaux. Les non-membres sont libérés de l'obligation de payer la contribution lorsque la caisse cantonale des épizooties prélève une cotisation annuelle ordinaire supérieure à 1.50 fr par animal de l'espèce bovine et le canton prend à sa charge la contribution requise.

2. Utilisations des contributions

Les contributions versées conformément au ch. 1 doivent être utilisées pour l'éradication de la diarrhée virale bovine (DVB). Au terme d'une année les moyens non utilisés peuvent être reportés sur l'année suivante pour les mêmes mesures.

3. Transmission des données

L'exploitant de la banque de données sur le trafic des animaux transmet sur demande aux PSBB les données suivantes:

- a. l'adresse des détenteurs de bétail bovin;
- b. le nombre moyen d'animaux de l'espèce bovine détenu par détenteur de bétail bovin du 1^{er} mai 2010 au 30 avril 2011.

4. Durée de validité

L'obligation des non-membres de payer des contributions s'applique jusqu'au 31 décembre 2011.

H. Interprofession du lait

1. Montant des contributions

Les non-membres doivent fournir les contributions suivantes à l'IP Lait en tant qu'interprofession au sens de l'art. 2, al. 1:

- a. fabricants de beurre qui ont produit plus de 5 tonnes de beurre au cours de l'année civile 2009: 1 franc/kg de matière grasse contenue dans la crème qui a été transformée en beurre;
- b. producteurs de lait: 1 centime/kg de lait commercialisé.

2. Utilisation des contributions

Les contributions versées selon le ch. 1 doivent être utilisées pour la promotion limitée dans le temps des ventes de beurre.

3. Transmission des données

Sur demande, la TSM transmet les données suivantes à l'IP Lait:

- a. les adresses des utilisateurs de lait, des vendeurs sans intermédiaire et des fabricants de beurre;
- b. la quantité de lait que les producteurs ont vendue aux utilisateurs de lait au cours de la période allant jusqu'au 30 avril 2010;
- c. la quantité de beurre produite par les producteurs de beurre en 2009 et entre le 1^{er} mai 2010 et le 31 août 2010.

4. Durée de validité

L'obligation des non-membres de payer des contributions s'applique:

- a. à la contribution au sens du ch. 1, let. a, du 1^{er} mai 2010 au 31 août 2010;
- b. à la contribution au sens du ch. 1, let. b, jusqu'au 30 avril 2010.

I. Interprofession de la vigne et des vins suisses IVVS

1. Montant des contributions

1.1 Les producteurs non-membres versent, par mètre carré de surface inscrit au cadastre viticole, une contribution annuelle de 0.455 centime à l'Interprofession de la vigne et des vins suisses IVVS en tant qu'interprofession au sens de l'art. 2, al. 2. Est déterminante la surface de l'année 2009 inscrite au cadastre viticole.

1.2 Les encaveurs non-membres versent, par kilogramme de raisin encavé, une contribution annuelle de 0.55 centime à l'IVVS en tant qu'interprofession au sens de l'art. 2, al. 2. Est déterminante la déclaration d'encavage de l'année 2009 selon l'art. 29, al. 6, de l'ordonnance du 14 novembre 2007 sur le vin¹².

1.3 Les non-membres sont libérés de l'obligation de payer la contribution lorsque le canton, une interprofession ou une organisation cantonale perçoit des contributions en faveur de la promotion auprès de tous les acteurs et prend à sa charge la contribution requise des non-membres.

1.4 L'IVVS peut déléguer la perception de la cotisation aux interprofessions cantonales et supra-cantonales membres de l'IVVS.

1.5 Les producteurs qui cultivent une surface totale égale ou inférieure à 400 m² et les encaveurs qui transforment un volume de raisin total inférieur ou égal à 500 kg sont exemptés du versement de la contribution selon les points 1.1 et 1.2.

¹² RS 916.140

2. Mesure d'entraide

La contribution requise conformément au ch. 1 ne peut être utilisée que pour la campagne de promotion des vins suisses 2011. Les moyens non utilisés au terme de l'année 2011 peuvent être reportés à compte nouveau pour financer les mêmes mesures.

3. Transmission des données

3.1 Les organes cantonaux en charge de la vitiviniculture et du contrôle de la vendange transmettent sur demande à l'IVVS ou aux interprofessions cantonales ou supra-cantonales membres de l'IVVS, les données concernant les surfaces et la quantité d'encavage par producteur ou par encaveur.

3.2 Les organes cantonaux en charge de la vitiviniculture et du contrôle de la vendange transmettent sur demande à l'IVVS ou aux interprofessions cantonales ou supra-cantonales membres de l'IVVS, les adresses des producteurs et encaveurs.

4. Durée de validité

L'obligation des non-membres de payer des contributions s'applique jusqu'au 31 décembre 2011.

